

France Rwanda ONU

La France offre son « concours » à d'éventuelles mesures contre cinq responsables rwandais dans sa zone

AFP, 15 juillet 1994

NEW YORK (Nations Unies), 15 juil - La France a écrit vendredi au Conseil de sécurité de l'ONU pour offrir son "concours" à toute décision concernant cinq personnalités du "gouvernement intérimaire" du Rwanda présentes à Cyangugu, dans la zone humanitaire du sud-ouest du pays contrôlée par les soldats français.

Les autorités françaises "sont à la disposition des Nations unies pour examiner avec elles les décisions auxquelles elles pourraient souhaiter que la France apporte son concours", écrit le chargé d'affaires à l'ONU, M. Hervé Ladsous, dans une lettre à M. Jamshed Marker, président en exercice du Conseil de sécurité.

"La présence du 'président' du 'gouvernement intérimaire' du Rwanda et de quatre de ses 'ministres' a été constatée à Cyangugu", indique le diplomate français, en rappelant que les autorités françaises "ne toléreront aucune activité politique ou militaire" et qu'elles "prendront toutes dispositions

pour faire respecter les règles applicables" dans la zone sous contrôle français.

Auparavant, un porte-parole militaire français à Goma (Zaïre) avait fait état de la présence à Cyangugu du président de l'Assemblée nationale et de trois membres du gouvernement intérimaire rwandais. La lettre officielle française au Conseil de sécurité parle de cinq personnalités du gouvernement en fuite.

Ces dernières semaines, les autorités françaises ont indiqué qu'elles seraient prêtes à coopérer à des enquêtes de l'ONU sur les responsabilités dans les massacres du printemps dernier, déclenchés après la mort de l'ancien président Juvenal Habyarimana.

Le Front patriotique rwandais (FPR) contrôle la capitale Kigali et une bonne partie du pays et a déclaré qu'un nouveau gouvernement d'unité nationale prêterait serment lundi.

ras/sb t